

IDÉES • GRAND DÉBAT NATIONAL

Grand débat : les participants représentent « une France aisée, éduquée, proche de l'électorat de Macron »

Dans une tribune au « Monde », les économistes Hamza Bennani, Pauline Gandré et Benjamin Monnery, de l'université Paris-Nanterre, interrogent la « représentativité » des contributions au grand débat national, en croisant le taux de participation par département à la plate-forme en ligne avec le profil socio-économique et politique de la population de chaque département.

Publié aujourd'hui à 18h25

Article réservé aux abonnés

Tribune. Dispositif inédit, le grand débat a donné l'occasion aux Français d'exprimer leurs attentes dans un contexte marqué par la contestation des « gilets jaunes ». Mais les réponses au grand débat sont-elles représentatives des opinions de la population française ? Ce format de consultation original a-t-il permis de mobiliser les citoyens les plus éloignés des urnes, parmi lesquels certains « gilets jaunes » ? Ou bien seule une partie de la population française, politisée et plus favorisée, s'est-elle exprimée ? Notre analyse des 569 000 contributions détaillées déposées sur la plate-forme ouverte par le gouvernement aux propositions des citoyens (Granddebat.fr) souligne les difficultés d'une interprétation sans biais des résultats du grand débat.

Le grand débat était organisé autour de quatre thèmes : transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, démocratie et citoyenneté, organisation de l'Etat et des services publics. Cette consultation, nouvelle par son ampleur et sa richesse, a pris diverses formes : réunions publiques locales (plus de 10 000), cahiers de doléances dans les mairies (environ 16 000), conférences citoyennes régionales, consultation en ligne sur la plate-forme Granddebat.fr (environ 570 000 contributions détaillées ont été déposées par plus de 254 000 contributeurs différents). En multipliant les modes de participation, le grand débat était donc supposé recueillir les opinions des Français dans toute leur diversité.

Lire aussi | [Grand débat : le tour de France en 80 jours d'Emmanuel Macron](#)

La question de la représentativité des contributeurs au grand débat en ligne a néanmoins été rapidement soulevée, notamment dans les médias (« Pourquoi est-il si difficile de tirer des conclusions des consultations en ligne ? » *Le Monde*, 15 mars). Partant de cette interrogation, notre étude montre que le taux de contributeurs en ligne pour 100 000 habitants, dont la moyenne départementale est de 354,3 contributeurs uniques pour 100 000 habitants, diffère très fortement d'un département à l'autre.

Participation record des Parisiens

La part de contributeurs est ainsi cinq fois plus forte à Paris – qui représente le maximum national avec 769 contributeurs pour 100 000 habitants – qu'en Seine-Saint-Denis, et même 50 fois plus forte qu'à Mayotte – qui représente le minimum national avec 15 contributeurs pour 100 000 habitants. En métropole, ce sont le nord et le centre de la France qui se sont le moins mobilisés, à l'exception de Paris et de l'Ouest parisien, tandis que le Sud et les départements côtiers et frontaliers ont, quant à eux, plus contribué.

Ces disparités géographiques sont fortement corrélées avec les caractéristiques économiques, démographiques et politiques des départements français.

Nos résultats révèlent que les départements ayant le niveau de vie médian et le taux de diplômés les plus élevés ont davantage contribué à la consultation en ligne. Chacune de ces variables explique environ deux tiers des écarts de mobilisation constatés entre départements. En parallèle, il existe une forte corrélation entre la participation à l'élection présidentielle de 2017 et la participation au grand débat national. Les départements qui ont connu le plus fort taux d'abstention au premier tour de cette élection sont aussi ceux qui ont le moins contribué au grand débat en ligne.

De la même manière, les départements dans lesquels le taux de votes blancs ou nuls a été le plus élevé se sont moins exprimés. A l'inverse, les départements dans lesquels Emmanuel Macron a obtenu un score plus important se sont davantage mobilisés sur la plate-forme en ligne.

C'est donc une France aisée, éduquée, votant aux élections, structurellement proche de l'électorat d'Emmanuel Macron, qui s'est exprimée. Nos résultats semblent donc en accord avec la théorie du « renforcement » selon laquelle les modes de participation politique innovants mobilisent les mêmes groupes sociaux que les modes de participation traditionnels, et accentuent par conséquent les écarts initiaux de participation. Les premières analyses effectuées sur la participation aux réunions locales mettent en évidence des résultats allant dans le même sens (voir, par exemple, l'analyse de Martial Foucault, Cevipof : « Un public éloigné des traits sociologiques des gilets jaunes », *Libération*, 14 mars).

Influence des caractéristiques des territoires

Les contributeurs pouvaient choisir de s'exprimer sur un ou plusieurs thèmes. D'une région à l'autre, leurs choix se sont révélés très différents. Alors que les départements du nord de la France ont fortement axé leurs contributions sur la fiscalité et les dépenses publiques, les Alpes et le Jura se sont concentrés sur la transition écologique. La « diagonale du vide » allant du nord-est au sud-ouest, caractérisée par une faible densité de population, a au contraire porté son intérêt sur les questions d'organisation de l'Etat et des services publics.

Là encore, notre étude permet d'isoler l'influence des caractéristiques des territoires : plus le niveau de vie et les impôts locaux sont élevés, plus les citoyens contribuent sur le thème de la fiscalité et des dépenses publiques. Enfin, plus la part des électeurs de gauche – plus précisément la part des électeurs de Jean-Luc Mélenchon – et plus la part de l'industrie dans l'emploi total sont importantes, plus les contributeurs s'intéressent au thème de la transition écologique.

Concernant le thème de l'organisation de l'Etat et des services publics, il a davantage intéressé les habitants des territoires peu denses, caractérisés par une population âgée et un moindre accès à l'Internet haut débit. Enfin, les questions sur les institutions politiques, la citoyenneté et la laïcité ont particulièrement peu intéressé les territoires ayant connu une forte abstention lors du premier tour de la dernière élection présidentielle, tandis qu'elles ont suscité plus d'engouement dans les départements où le taux d'immigrés est le plus élevé.

Lire aussi | [L'opposition fait le procès du grand débat national](#)

A l'instar de la mobilisation électorale, la participation au grand débat est marquée économiquement et socialement. La restitution du débat et les décisions politiques à venir devront en tenir compte. Alors que l'initiative gouvernementale devait être une réponse au mouvement des « gilets jaunes », c'est d'abord une France aisée et éduquée qui s'est mobilisée sur la plate-forme de consultation. Le grand débat n'aurait-il pas alors largement manqué sa cible ?

¶ **Hamza Bennani, Pauline Gandré et Benjamin Monnery** sont enseignants-chercheurs à l'université Paris-Nanterre, laboratoire Economix (CNRS).